

BILLET DE BLOG 8 août 2019

Le rapport du GIEC sur les terres : quels enjeux ?

Auteur

Pierre-Marie Aubert

Directeur du programme Politiques agricoles et alimentaires

🕒 Temps de lecture: 7 min



Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) sort aujourd'hui un rapport spécial sur le secteur dit « des terres » (agriculture, pastoralisme, foresterie, etc.). Quels en sont les enjeux et les principaux enseignements ?

Si la période estivale n'est pas la plus adaptée pour attirer l'attention et marquer les esprits, il convient de prendre la mesure des enjeux abordés par le rapport publié aujourd'hui par le panel intergouvernemental sur le changement climatique. Ce rapport traite des interactions entre le changement climatique et le secteur dit « des terres » – qui comprend l'agriculture, la foresterie, le pastoralisme^{[1](#)}, etc.

Deux raisons font de ce secteur un enjeu majeur face au changement climatique, et méritent ainsi qu'on accorde une attention particulière aux conclusions de ce rapport. Le secteur des terres est d'une part l'un des plus directement affecté par les dérèglements du climat : sécheresses, inondations et canicules affectent la croissance des végétaux et l'usage de l'espace, avec des conséquences souvent directes sur la sécurité alimentaire, la biodiversité terrestre et plus généralement la provision de services écosystémiques. D'autre part, c'est un secteur clé pour parvenir aux objectifs de décarbonation permettant de contenir le réchauffement climatique sous les 2°C voire 1,5°C. Celui-ci offre en effet à la fois des possibilités de stockage de carbone dans les écosystèmes ainsi que de la biomasse de substitution au carbone fossile (bio-énergie, bio-plastique, autres bio-matériaux).

Dans ce contexte, le rapport se concentre sur les interactions entre le changement climatique et le secteur des terres au prisme de cinq enjeux principaux : l'atténuation du changement climatique, l'adaptation au changement climatique, la dégradation des terres², la désertification³ et la sécurité alimentaire.

Trois enseignements majeurs se dégagent du rapport à nos yeux.

Atténuer le changement climatique et son impact en zones arides : un enjeu vital pour 40% de la population mondiale

Le premier enseignement concerne les interactions entre population, climat et secteur des terres. Si les auteurs rappellent opportunément que le secteur des terres est aujourd'hui responsable de près d'un quart des émissions annuelles liées aux activités humaines⁴, que son impact s'est aggravé en absolu comme en relatif (notamment du fait de l'intensification des pratiques agricoles associées à une évolution des régimes alimentaires, plus riches en calories et en produits animaux), ils soulignent aussi sa très grande vulnérabilité aux changements climatiques en cours et à venir.

C'est particulièrement le cas des zones arides, qui occupent plus de 46 % des terres émergées et abritent 3 milliards de personnes (soit un peu moins de 40 % de la population mondiale), et dans lesquelles les effets attendus du changement climatique sont les plus négatifs, notamment en termes de rendements agricoles et d'occurrence des événements extrêmes. La question est d'autant plus préoccupante que, comme le rappellent les auteurs, ce sont aussi des régions peu développées, où les possibilités sont faibles.

Face à ces éléments, la limitation du réchauffement climatique apparaît comme un enjeu vital pour une large fraction de la population mondiale, peu ou mal préparée à en subir les conséquences.

La décarbonation de l'économie ne doit pas reposer sur des changements d'usage des terres à grande échelle

Le secteur des terres possède des potentiels pour atténuer le changement climatique. Ainsi, trois des quatre scénarios « archétypaux » proposés par le GIEC dans son précédent rapport spécial, consacré aux conséquences d'un réchauffement de 1,5°C, reposent sur un développement poussé des bioénergies, sur de la reforestation à grande échelle, ainsi que sur des projets de « Bioenergy Carbon Capture and Storage » (BECCS), projets technologiques actuellement non matures consistant à boiser de vastes espaces avec des essences forestières à croissance rapide, afin d'en exploiter la biomasse, de la brûler pour produire de l'énergie et de capter le CO₂ émis au moment de la combustion pour le cristalliser sous forme stable⁵.

Or le deuxième enseignement majeur du rapport est d'alerter sur le fait que faire reposer la décarbonation de l'économie sur ces changements d'usage des terres à grandes échelles est incompatible avec l'atteinte d'une grande partie des Objectifs de Développement Durable (ODD) tels qu'adoptés à New York en 2015.

L'accent est notamment mis sur la pression sur l'espace qui serait induite par de tels changements d'usages des terres. Une telle pression aurait des conséquences sociales importantes, en particulier en termes d'accès au foncier, ainsi qu'environnementales, comme par exemple les risques liés à une intensification dramatique des pratiques agricoles et donc à un recours accru aux pesticides et fertilisants de synthèse, polluant en retour terres, air et atmosphère.

Deux priorités : décarboner rapidement l'ensemble des secteurs et améliorer les pratiques de gestion des terres existantes

Dans ce contexte, le troisième et principal enseignement de ce rapport tient dans l'idée que, pour éviter de tels changements d'usage des terres à grandes échelles, qui auront toutes chances d'avoir de nombreux effets collatéraux négatifs, il est urgent de :

- décarboner l'économie le plus rapidement possible et dans l'ensemble des secteurs (pas uniquement le secteur des terres, quand bien même celui-ci représente près du quart des émissions anthropogéniques) ;
- améliorer les pratiques de gestion des terres existantes afin de favoriser la séquestration de carbone dans les sols (à minima de ne pas contribuer à son déstockage).

La réduction de la demande en produits animaux et des pertes et gaspillages alimentaires doivent, dans cette perspective, jouer un rôle clé. Du côté des pratiques agricoles, l'intensification durable est mise en avant comme un facteur de réduction des émissions importants.

Cependant, les auteurs pointent le fait que les solutions à mettre en œuvre dépendent fondamentalement du contexte. Ainsi, si dans certaines régions du monde, il sera encore possible d'intensifier la production agricole (c'est-à-dire d'augmenter la productivité à l'hectare ou à l'animal) de manière durable, sans affecter les capacités productives des agroécosystèmes ni la biodiversité, ce n'est pas le cas des zones où l'agriculture a été fortement intensifiée comme en Europe de l'Ouest et plus généralement dans les pays de l'OCDE.

Dans ces régions, l'enjeu est au contraire de trouver un nouvel équilibre entre fonctionnement des agroécosystèmes et production agricole – ce qui passera bien souvent par une baisse des rendements (voir en particulier la « cross-chapter box 6 » du rapport). C'est bien ces questions de trajectoires différenciées de transformation des systèmes alimentaires qui sont pointées par [le récent rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition \(HLPE\) sur l'agroécologie](#), comme par le scénario Ten Years For Agroecology (TYFA) montrant [la contribution potentielle d'une Europe entièrement agroécologique à la neutralité carbone](#).

Photo by [Patrick Hendry](#) on [Unsplash](#).

¹ Elevage en pâturages naturels.

² Tendance d'évolution négative de l'état des sols, causée directement ou indirectement par l'activité humaine – y compris le changement climatique – caractérisée par la réduction ou la perte à long terme d'au moins un des éléments suivant : productivité biologique, intégrité écologique ou valeur pour les humains.

- 3 Processus de dégradation des terres en contexte aride, semi- aride ou sub-humide, résultant d'une combinaison de facteurs dont le changement climatique et les activités humaines.
- 4 Emissions exprimées en tonnes de CO2eq.
- 5 Pour séduisantes que les technologies BECCS puissent paraître, les auteurs du rapport mettent en garde sur les nombreuses incertitudes qui entourent leur efficacité même. Les quantités de carbone émises par les sols au moment de l'exploitation des arbres pourraient ainsi être supérieures à celles captées au moment de la combustion. En outre, la dépense énergétique nécessaire pour effectivement capter le CO2 au moment de la combustion pourrait n'être que marginalement inférieure à l'énergie produite par cette même combustion.

